

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des
soumissions\Travaux publics et Services
gouvernementaux Canada
See herein for bid submission
instructions/**

**Voir la présente pour les
instructions sur la présentation
d'une soumission**

NA
Quinn

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux publics
et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet cours de formation de conduite tact	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6599-191160/A	Date 2020-07-13
Client Reference No. - N° de référence du client W6599-19-1160	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$KIN-535-8090
File No. - N° de dossier KIN-0-54007 (535)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-10-07	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Carriere, Nancy	Buyer Id - Id de l'acheteur kin535
Telephone No. - N° de téléphone (613)286-5423 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE PO BOX 12700, STN FORCES KINGSTON Ontario K7K7B4 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
1.4 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	4
1.5 PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES OFFRES EN PHASES.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES– CONNEXION POSTEL.....	5
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	7
2.5 LOIS APPLICABLES.....	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	9
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	9
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	10
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	10
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	20
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	21
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE.....	21
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	21
PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	23
A. OFFRE À COMMANDES	23
6.1 OFFRE.....	23
6.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	23
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	23
6.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES.....	23
6.5 RESPONSABLES.....	24
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	25
6.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	25
6.8 INSTRUMENT DE COMMANDE.....	25
6.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	26
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	26
6.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	26
6.12 LOIS APPLICABLES.....	26
6.13 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	26
6.14 GUIDES DES CCUA.....	27
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	28
6.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	28
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	28
6.3 DURÉE DU CONTRAT.....	28

6.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	28
6.5	PAIEMENT	28
6.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	29
6.7	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE.....	29
6.8	INSPECTION ET ACCEPTATION	29
ANNEXE « A ».....		30
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	30
PIÈCE JOINTE 1 DE L'ANNEXE A.....		44
	TÂCHE 1 – BESOINS DE FORMATION EN CONDUITE TACTIQUE.....	44
PIÈCE JOINTE 2 DE L'ANNEXE A.....		46
	TÂCHE 2 – BESOINS DE FORMATION DE RECYCLAGE EN CONDUITE TACTIQUE.....	46
PIÈCE JOINTE 3 DE L'ANNEXE A.....		47
	TÂCHE 3 – EXIGENCES EN MATIÈRE DE CHAMPS DE TIR DYNAMIQUES.....	47
APPENDICE 1 DE L'ANNEXE « A ».....		48
	EXIGENCES NORMALISÉES EN MATIÈRE DE REPAS	48
APPENDICE 2 DE L'ANNEXE « A ».....		50
	PORTIONS NORMALISÉES PAR REPAS	50
ANNEXE « B ».....		52
	BASE DE PAIEMENT	52
ANNEXE « C ».....		62
	FORMULAIRE DE RAPPORT	62
ANNEXE « D » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES		63
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE	63
ANNEXE « E ».....		64
	ENTENTE DE NON-DIVULGATION.....	64

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent :

6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- 1.2.1** Le ministère de la Défense nationale a besoin qu'un offrant offre un cours de formation de conduite tactique et de champs de tir dynamiques, et ce, sur demande. La formation doit avoir lieu aux installations de l'offrant. Ce dernier doit fournir ces services en conformité avec l'Énoncé des travaux à l'annexe A qui est jointe au présent document.

Le Canada a l'intention d'attribuer une offre à commandes individuelle et régionale pour répondre à cette demande.

L'offre à commandes subséquente portera sur la période allant de sa date d'établissement jusqu'à deux (2) ans plus tard et sera assortie d'une option irrévocable permettant d'en prolonger la durée pendant deux (2) périodes d'un (1) an.

- 1.2.2** La présente DOC permet aux offrants d'utiliser le service Connexion postel offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leurs offres. Les offrants doivent consulter la partie 2 de la DOC, Instructions à l'intention des offrants, et la partie 3 de la DOC, Instructions pour la préparation des offres, pour obtenir de plus amples renseignements sur le recours à cette méthode.

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de offres, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

1.5 Processus de conformité des offres en phases

Le Processus de conformité des offres en phases (PCOP) s'applique à ce besoin.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours

2.2 Présentation des offres– connexion postal

Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des offres de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la DOC. Les offrants doivent acheminer leur offre à l'endroit suivant :

TPSGC.oreceptiondes.offres-orbidreceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca (connexion postal à l'adresse suivante :

Remarque : Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2006](#), ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postal si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Il incombe à l'offrant de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postal est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six (6) jours avant la date de clôture de la demande d'offre à commandes.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur ou sur papier à TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui() Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6599-191160/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6599-19-1160

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54007

Buyer ID - Id de l'acheteur
KIN535
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix.
Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

- l'offrant doit envoyer son offre par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et de 20 Go par conversation. La offre doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section III : Attestations

En raison du caractère de la DOC, les offres transmises par télécopieur et copier papier ne seront pas acceptées.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « D » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « D » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Processus de conformité des offres en phases

4.1.1.1 Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCOP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les offrants sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs offres, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les offrants de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les offres ou en réponse à toute communication provenant d'un offrant.

LE OFFRANT RECONNAÎT QUE LES EXAMES LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QUI'UNE OFFRE SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA OFFRE AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCÉTION QU'UNE OFFRE NE REPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE A N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES.

L'OFFRANT RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE A UN AVIS OU À UN RAPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA OFFRE SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du offrant afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans son offre, et cette nouvelle information fera partie intégrante de son offre. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le offrant a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à offre uniquement lorsque l'invitation à offrant permet ce droit expressément. L'offrant disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.

- (d) Le PCOP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (04-03-2019) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de offre ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de offres confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le offrant doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada à l' offrant à l'adresse fournie par celui-ci dans la offre ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par l' offrant à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les offrants pour les offres retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 Phase I: Offre financière:

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande d'offres, le Canada examinera l' offre pour déterminer si elle comporte une offre financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande d'offres. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de offres à l'offre financière. Cet examen n'évaluera pas si l'offre financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas d'offre financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans l'offre financière, l'offre sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les offres autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit à l'offrant (« Avis ») identifiant où l'offre financière manque d'informations. Un offrant dont l' offre financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels offrants n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur offre financière.
- (e) Les offrants qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, l'offrant n'aura le droit de redresser que la partie de son offre financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la offre financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans l'offre financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le offrant et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande d'offres.
- (g) Toute autre modification apportée à l' offre financière soumise par l'offrant sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre

section de la offre du offrant. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de offres en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de l' offre financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des offres.

- (h) Le Canada déterminera si l'offre financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par l' offrant conformément à la présente section. Si la offre financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, l'offre financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les offres jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 Phase II : Offre technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de l'offre technique afin de vérifier si l'offrant a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si l'offre technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de l'offre. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande d'offres comme faisant partie du Processus de conformité des offres en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande d' offres comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit à l'offrant REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que l'offre n'a pas respectée. Un offrant dont l'offre a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que son offre a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. L'offrant en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) L'offrant disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse de l'offrant doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements qui sont déjà présents dans l'offre, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par l' offrant. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à l'offre financière. Toute autre information supplémentaire qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.
- (e) La réponse du offrant au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la offre initiale, et en identifiant dans la offre initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le offrant doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la offre du offrant; il incombe plutôt au offrant d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de offres.

- (f) Tout changement apporté à la offre par le offrant en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de offres en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la offre originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de l'offre et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de l'offre lors de la phase II que pour déterminer si l'offre respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que l'offre originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le offrant n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, l'offre sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par l'offrant lieront l'offrant dans le cadre de son offre, mais la note originale du offrant, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour l'offre.
- (h) Le Canada déterminera si la offre est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par l'offrant conformément à la présente section. Si la offre n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la offre financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les offres jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de l'offre

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les offres jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande d'offres, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une offre sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande d'offres.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1 Critères techniques obligatoires

L'offre doit répondre aux critères techniques précises ci-dessous. L'offrant doit fournir la documentation nécessaire pour appuyer et démontrer la conformité aux critères techniques obligatoires.

Les offres qui ne répondent pas aux critères techniques obligatoires seront déclarées non recevables. Chaque critère technique obligatoire devrait être traité séparément.

Le processus de conformité des offres en phases s'appliquera pour tous les critères techniques obligatoires.

	Critères techniques obligatoires	Instructions aux offrants
1	Exigences relatives aux installations d'instruction	

1a	<p>Salle de classe (voir les détails au paragraphe 3.1.1 de l'annexe A) :</p> <p>L'offrant doit fournir une salle de classe pour les séances de formation théorique.</p>	<p>L'offrant doit prouver clairement qu'il est conforme en fournissant des photographies détaillées et un schéma définissant précisément la salle de classe à fournir. En outre, il faut fournir au moins un (1) des documents suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte.</p>
1b	<p>Bureau (voir les détails au paragraphe 3.1.2 de l'annexe A) :</p> <p>L'offrant doit fournir un bureau meublé pour l'administration générale qui peut accueillir au moins trois (3) membres du personnel de formation des Forces armées canadiennes (FAC).</p>	<p>L'offrant doit prouver clairement qu'il est conforme en fournissant des photographies détaillées et un schéma définissant précisément le bureau à fournir. En outre, il faut fournir au moins un (1) des documents suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte.</p>
1c	<p>Salle d'entreposage intérieure (voir les détails au paragraphe 3.1.3 de l'annexe A) :</p> <p>L'offrant doit fournir un espace d'entreposage sécurisé sur place d'au moins 46,45 m² (500 pi²) pour la trousse et l'équipement.</p>	<p>L'offrant doit prouver clairement qu'il est conforme en fournissant des photographies détaillées et un schéma définissant précisément la salle d'entreposage intérieure à fournir. En outre, il faut fournir au moins un (1) des documents suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte.</p>
1d	<p>Chambre forte d'entreposage des armes (voir les détails au paragraphe 3.1.4 de l'annexe A) :</p> <p>L'offrant doit fournir au moins une (1) chambre forte d'au moins 3 m sur 3 m (10 pi x 10 pi) pouvant contenir des armes du MDN.</p>	<p>L'offrant doit prouver clairement qu'il est conforme en fournissant des photographies détaillées et un schéma définissant précisément la chambre forte d'entreposage des armes à fournir. En outre, il faut fournir au moins un (1) des documents suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte.</p>
1e	<p>Dépôt de munitions (voir les détails au paragraphe 3.1.5 de l'annexe A) :</p> <p>L'offrant doit fournir au moins un (1) dépôt de munitions d'une taille approximative de 1,5 m sur 3 m (5 pi x 10 pi) capable de contenir des munitions du MDN.</p>	<p>L'offrant doit prouver clairement qu'il est conforme en fournissant des photographies détaillées et un schéma définissant précisément le dépôt de munitions à fournir. En outre, il faut fournir au moins un (1) des documents suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte.</p>
1f	<p>Climat (voir les détails au paragraphe 4.2 de l'annexe A) :</p> <p>Pour permettre la formation tout au long de l'année, l'installation de l'offrant doit être située en Amérique du Nord, sur le continent du Canada ou des États-Unis, dans une zone aride ou semi-aride selon la classification climatique de Köppen. La température moyenne la plus basse sur le lieu en question, au cours des douze (12) derniers mois,</p>	<p>L'offrant doit prouver clairement qu'il est conforme, en fournissant au moins un (1) des documents suivants : un dépliant ou une carte lisible qui indique l'emplacement de l'installation d'instruction. L'offrant doit aussi fournir une liste des données de température moyenne du fournisseur national de services météorologiques qui démontre clairement le climat de l'installation d'instruction.</p>

	ne doit pas être inférieure à 5 °C ou (41 °F).	
1g	<p>Installation d'instruction (voir les détails au paragraphe 4.3 de l'annexe A) :</p> <p>L'offrant doit prévoir des zones d'instruction dans l'installation pour une formation de 24 heures.</p>	<p>L'offrant doit prouver clairement qu'il est conforme, en fournissant au moins un (1) des documents suivants : un dépliant ou une carte lisible.</p> <p>L'offrant doit aussi soumettre une description de toute restriction en matière de bruit dans la zone locale sous la forme d'une copie des règlements locaux.</p>
1h	<p>Distances (voir les détails au paragraphe 4.4 de l'annexe A) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les installations de l'offrant doivent être situées à une journée de voyage aérien d'Ottawa, en Ontario, au Canada 2. Les champs de tir, les pistes, les casernes, la salle à manger, etc. de l'offrant doivent se trouver dans un rayon de 40,23 km (25 mi) du centre de l'installation. 	<p>L'offrant doit prouver clairement qu'il est conforme, en fournissant au moins un (1) des documents suivants : une carte lisible qui indique clairement l'emplacement de l'installation d'instruction;</p> <p>L'offrant doit prouver qu'il respecte ce critère en présentant une capture d'écran d'une application de cartographie GPS en ligne indiquant clairement la distance radiale entre le centre des installations et les champs de tir, les sentiers, la salle à manger, etc.</p>
2	Besoins de formation en conduite	
2a	<p>Pistes de conduite (voir les détails au paragraphe 3.2 de l'annexe A) :</p> <p>L'offrant doit fournir les types de pistes de conduite suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Piste de conduite générale. 2. Piste double largeur de voiture. 3. Piste d'entraînement tactique. 4. Aire de conduite hors route. 	<p>L'offrant doit prouver clairement qu'il est conforme en fournissant des photographies détaillées et un schéma définissant précisément chacune des pistes de conduite à fournir. En outre, il faut fournir au moins un (1) des documents suivants : un dépliant lisible, un dessin, une carte.</p>
2b	<p>Instructeurs de conduite (voir les détails au paragraphe 3.2.1 de l'annexe A) :</p> <p>L'offrant doit fournir des instructeurs formés, qualifiés et en poste, à raison d'au moins un (1) instructeur pour trois (3) stagiaires (1:3) afin de donner l'instruction de base et le recyclage en conduite qui couvrent toutes les techniques de conduite précisées aux paragraphes 2.1.1 et 2.1.2 de l'annexe A. Les instructeurs de conduite assument les responsabilités suivantes :</p>	<p>Ceci doit être démontré en fournissant les détails complets de cette expérience, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nom et description de l'organisme client; - portée et dates (mois et année de début et de fin); - description des rôles et responsabilités. <p>La proposition de l'offrant doit clairement</p>

	<p>Tous les instructeurs fournis par l'offrant doivent respecter les critères obligatoires minimaux suivants au cours des 10 dernières années à compter de la date de clôture de l'appel d'offres :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Doit posséder au moins cinq ans d'expérience opérationnelle militaire ou policière; OU 2. Doit posséder au moins deux ans d'expérience dans la prestation d'instruction en conduite tactique; OU 3. Doit posséder au moins deux ans d'expérience militaire ou policière combinée sur le plan opérationnel et en prestation de formation en conduite tactique. 4. L'expérience opérationnelle et l'expérience de formation doivent avoir été acquises au cours des dix dernières années à la date de clôture de l'invitation. <p>Le curriculum vitæ doit clairement préciser au moins quatre (4) des qualifications suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. freinage (ABS et non ABS); b. freinage en ligne droite et en courbe; c. exercices de conduite en slalom; d. conduite à proximité immédiate d'autres véhicules; e. récupération à la suite d'un dérapage; f. exercices si le conducteur est tué ou inactif; g. exercices d'impact qui comprennent le contact métal sur métal; h. exercices de conduite en marche arrière; i. demi-tour en Y; j. technique d'intervention en cas de poursuite; k. opérations d'entrave aux poursuites; l. manœuvres d'évitement visant à contrer une menace de conduite agressive; 	<p>établir un lien entre l'expérience applicable de chaque ressource proposée et les tâches prévues au calendrier qu'elle accomplira.</p>
--	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> m. manœuvres à grande vitesse avec un véhicule au centre de gravité élevé (c.-à-d. un VUS); n. anti-engins explosifs improvisés (A-EEI), notamment : rouler à travers, se frayer un passage, foncer à travers, déporter, bloquer et contrôler un véhicule; o. conduite hors route; p. conduite nocturne ou sous faible éclairage à l'aide des phares du véhicule et/ou des moyens auxiliaires de vision nocturne; q. réquisition de véhicules. 	
2c	<p>Véhicules (voir les détails au paragraphe 3.2.2 de l'annexe A) :</p> <p><u>Conditions générales</u> : L'offrant doit fournir les types de véhicules et les transmissions (automatiques/standards) suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. <u>Véhicules d'instruction principaux.</u> 2. <u>Véhicules d'instruction secondaires.</u> 3. <u>Véhicules hors route.</u> 4. <u>Véhicules cibles consommables.</u> 5. <u>Véhicules d'impact.</u> 	<p>L'offrant doit prouver clairement qu'il est conforme, en fournissant au moins un (1) des documents suivants : un dépliant ou une liste lisible des véhicules qui affiche clairement les types de véhicules offerts et leurs détails.</p> <p>L'offrant doit inclure une liste de chacun des types de véhicules et des différents types de transmission.</p>
3	Exigences relatives à l'entraînement dans un champ de tir	
3a	<p>Champs de tir et secteurs d'entraînement (voir les détails au paragraphe 3.3.1 de l'annexe A) :</p> <p>Tous les champs de tir conventionnels et de campagne doivent être conformes aux modèles d'usage et bénéficier d'un permis pour des munitions à balles OTAN de 9 mm et 5,56 mm. Une combinaison de champs de tir doit être automatisée pour assurer une exploitation efficace. Les types de champ de tir exigés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. Secteur d'entraînement bâti. 2. Secteur d'entraînement en zone urbaine. 3. Champ de tir pour l'ouverture de brèches. 4. Champ de tir conventionnel (plat). 5. Champ de tir à distance inconnue. 6. Champ de contre-embuscade avec véhicule. 	<p>L'offrant doit clairement démontrer la conformité de tous les champs et de tous les secteurs d'entraînement. Pour ce faire, on fournira une image détaillée de chaque zone ou secteur.</p>
4	Autres exigences	

4a	<p>Soins médicaux (voir les détails au paragraphe 4.5 de l'annexe A) :</p> <p>L'offrant doit avoir accès aux ressources médicales indispensables et à son plan d'intervention médicale d'urgence en place pour toutes les activités mentionnées dans le présent énoncé des travaux à l'intention des employés de l'offrant et des membres du MDN. Les installations de formation doivent être facilement accessibles aux services médicaux d'urgence (SMU) pour une durée maximale de 15 minutes. Une installation médicale autorisée doit être disponible dans un rayon de 72,42 km (45 mi) du lieu de formation.</p> <p>Conformément aux critères de distance et au plan, l'installation médicale doit posséder les capacités d'intervention traumatologiques adéquates (centre de traumatologie de niveau 3 minimum) pour traiter les types de blessures (coups de feu, explosions, fragmentation, etc.) qui peuvent être subies lors d'un entraînement. Une ambulance aérienne doit être disponible si l'installation médicale se trouve à plus de 72,42 km (45 mi), mais à 30 minutes et moins par déplacement aérien.</p>	<p>L'offrant doit prouver qu'il respecte ce critère en présentant une capture d'écran d'une application de cartographie GPS en ligne indiquant clairement la distance entre les installations et l'hôpital, ainsi qu'une copie de son plan d'intervention médicale d'urgence.</p>

4.1.3 Évaluation financière

4.1.3.1 Critères financiers obligatoires

Toute offre qui ne répond pas aux exigences obligatoires suivantes sera jugée irrecevable et ne sera pas prise en considération :

- a) Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, « base de paiement ».
- b) Les prix doivent être fournis pour tous les articles et de toutes les périodes d'établissement des prix.
- c) Les prix doivent être fermes, à l'exclusion des taxes applicables, et ne doit pas être indexée ou liée à un facteur d'indexation. La devise du prix doit être identifiée dans l'offre. Si la devise n'est pas indiquée dans l'offre, le prix de l'offre sera identifié comme dollars canadiens.

4.1.3.2 Évaluation financière

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, taxes applicables exclues, FAB destination, droits de douane canadiens et taxes d'accise inclus.

Les offres présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens aux fins d'évaluation. Le taux indiqué par la Banque du Canada en vigueur à la date de clôture de l'appel d'offres sera utilisé comme facteur de conversion pour les offres présentées en devises étrangères.

Le prix évalué de l'offre est la somme des prix calculés pour toutes les années de l'annexe B – Base de paiement – Barème de prix A et Barème de prix B

Les prix calculés de l'annexe B, Base de paiement – Barème de prix A et Barème de prix B seront calculés comme suit :

1. Barème de prix A – W6599-191160 – Tâche 1 – Besoins de formation en conduite tactique et Tâche 2 – Besoins de formation de recyclage en conduite tactique

a) Cours de conduite tactique requis – Article 1 – Cours de formation de conduite tactique de 4 jours – Le prix calculé pour chaque année sera établi en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix par participant de l'offrant. Le prix évalué pour l'Article 1 – Cours de conduite tactique de 4 jours est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

b) Cours de conduite tactique requis – Article 2 – Cours de formation de recyclage de 2 jours en conduite tactique – Le prix calculé pour chaque année sera établi en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix de l'offrant par participant. Le prix évalué pour l'Article 1 – Cours de formation de recyclage de 2 jours en conduite tactique est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

c) Exigences en matière de conduite et de pistes – Article 3 – Piste de conduite générale, Article 4 - Piste double largeur de voiture, Article 5, Piste de conduite tactique et Article 6 – Aire de conduite hors route – Le prix calculé pour chaque année sera établi en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix par jour de l'offrant. Le prix évalué pour Article 3 – Piste de conduite générale, Article 4 – Piste double largeur de voiture, Article 5 – Piste de conduite tactique et Article 6 – Aire de conduite hors route est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

d) Instructeurs de conduite – Article 7 – Instructeurs de conduite – Le prix calculé pour chaque année sera établi en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix par jour de l'offrant. Le prix évalué pour l'Article 7 – Instructeurs de conduite est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

e) Véhicules – Article 8 – Véhicules de formation principaux, Article 9 – Véhicules de formation secondaires, Article 10 – Véhicules hors route, Article 11 - Véhicules cibles consommables et Article 12 - Véhicules d'impact – Le prix calculé pour chaque année sera établi en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix par jour de l'offrant. Le prix évalué pour Article 8 – Véhicules d'instruction primaires, Article 9 – Véhicules d'instruction secondaires, Article 10 – Véhicules hors route, Article 11 – Véhicules cibles consommables et Article 12 – Véhicules d'impact est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

2. Barème de prix B – W6599-191160 – Tâche 3 – Besoins de formation en champs de tir dynamiques

f) Cours sur les champs de tir dynamiques requis – Article 13, cours de formation de 5 jours sur les champs de tir dynamiques – Le prix calculé pour chaque année sera établi en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix par participant de l'offrant. Le prix évalué pour l'Article 1 – Cours de conduite tactique de 4 jours est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

g) Personnel de soutien de l'offrant – Article 14 – Officier sécurité du champ de tir, Article 15 – Acteurs et Article 16 – Coordonnateur de programme – Le prix calculé pour chaque année sera établi en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix par quart de l'offrant. Le prix évalué pour Article 14 – Officier de sécurité du champ de tir, Article 15 – Acteurs et Article 16 – Coordonnateur de programme est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

h) Équipement de cibles (Location) – Article 17 – Système de cibles électroniques mobiles, Article 18 – Cibles d'infanterie fixes (SIT), Article 19 – Portique en acier de type I, Article 20 – Stand d'acier en H de type II, Article 21 – Stand d'acier en X de type III et Article 22 – Grosse cible de métal de type « gong » – Le prix calculé pour chaque année sera établi en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix par jour de l'offrant. Le prix évalué pour Article 17 – Système de cibles électroniques mobiles, Article 18 – Cibles d'infanterie fixes (SIT), Article 19 – Portique en acier de type I, Article 20 – Stand d'acier en H de type II, Article 21 – Stand d'acier en X de type III et Article 22 – Grosse cible de métal de type « gong » est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

i) Équipement de cibles (consommables) – Article 23 – Panneaux de cible en bois, Article 24 – Cibles tridimensionnelles (3D) en forme de torse humain, Article 25 – Répliques d'armes, Article 26 – Cibles d'entraînement en acier de type arbre, Article 27 – Véhicules-cibles destructibles, Article 28 – Cibles sous forme de répliques de véhicules en contreplaqué, Article 29 – Murs pour l'ouverture de brèches, Article 30 – Bâtiment de village pour ouverture de brèche et Article 31 – Ensembles pyrotechniques – Le prix calculé pour chaque année sera établi en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix unitaire de l'offrant. Le prix évalué pour Article 23 – Panneaux de cibles en bois, Article 24 – Cibles tridimensionnelles (3D) en forme de torse humain, Article 25 – Répliques d'armes, Article 26 – Cibles d'entraînement en acier de type arbre, Article 27 – Véhicules cibles destructibles, Article 28 – Cibles sous forme de répliques de véhicules en contreplaqué, Article 29 – Murs pour l'ouverture de brèche, Article 30 – Bâtiment de village pour l'ouverture de brèche et Article 31 – Ensembles pyrotechniques est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

j) Location de divers équipements et services de formation – Article 32 – Cric losange, Article 33 – Chariot élévateur, Article 34 – Radios portables UHF/VHF et Article 35 – Toilettes portatives – Le prix sera calculé en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix par jour de l'offrant. Le prix évalué pour Article 32 – Cric losange, Article 33 – Chariot élévateur, Article 34 – Radios portables UHF/VHF et Article 35 – Toilettes portatives est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

k) Logement – Le prix de l'Article 36 – Logement (par lit/par jour) sera calculé en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix de l'offrant par lit par jour. Le prix évalué pour l'Article 36 – Logement (par lit/par jour) est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

l) Locations d'installation – Article 37 – Salle de briefing, Article 38 – Salle de classe, Article 39 – Bureau, Article 40 – Salle d'entreposage intérieure, Article 41 – Chambre forte d'entreposage des armes et Article 42 – Dépôt de munitions sera calculée en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix par jour de l'offrant. Le prix évalué pour Article 37 – Salle de briefing, Article 38 – Salle de classe, Article 39 – Bureau, Article 40 – Salle d'entreposage intérieure, Article 41 – Chambre forte d'entreposage des armes et Article 42 – Dépôt de munitions est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

m) Repas – Article 43 – Service de repas (par personne/par jour) sera calculé en multipliant l'utilisation annuelle estimative par le prix de l'offrant par personne par jour. Le prix évalué pour l'Article 43 – Service de repas (par personne/par jour) est la somme des prix calculés pour l'année 1, l'année 2, l'année d'option 1 et l'année d'option 2.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique et financière obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une offre, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « offrants à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web

d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « offrants à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

Clause de *Guide des CCUA* [A3005T](#) (2010-05-16), Statu et disponibilité du personnel

5.2.3.2 Études et expérience

Clause de *Guide des CCUA* [A3010T](#) (2010-08-16), Études et expérience

PARTIE 6 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

6.1 Offre

6.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

6.2 Exigences relatives à la sécurité

6.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

[2005](#) (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

6.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « C ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : l'émission de l'offre à commandes au avril au 30 septembre;
Deuxième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
Troisième trimestre : du 1er janvier au 31 mars;
Quatrième trimestre : du 1er avril au 30 juin.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours civils suivant la fin de la période de référence.

6.4 Durée de l'offre à commandes

6.4.1 Période de l'offre à commandes

La période de passation des commandes subséquentes à l'offre à commandes est de deux (2) ans à partir de la date d'attribution plus tard.

6.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) période supplémentaire d'un(1) chacune, selon le mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

6.5 Responsables

6.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Nancy Carrière
Titre : Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 86 Clarence Street
Kingston, Ontario K7L 1X3
Téléphone : (613)286-5423
Télécopieur : (613)545-8067
Courriel : nancy.carriere@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6.5.3 Représentant de l'offrant [Note aux offrants : Veuillez remplir les renseignements requis.]

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Courriel : _____

6.6 Divulgateion proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

6.7 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : le vice-chef d'état-major de la défense du ministère de la Défense nationale.

6.8 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :
 - le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquente;
 - le point de livraison;
 - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

6.9 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 200,000\$ (taxes applicables incluses).

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) Les conditions générales 2035 (2020-05-28), Conditions générales – besoins plus complexes de services;
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement ;
- g) l'offre de l'offrant en date du _____ [Note aux offrants : Le Canada insèrera de l'information au moment de l'émission de l'Offre à commandes.].

6.11 Attestations et renseignements supplémentaires

6.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

6.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.13 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W6599-191160/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
W6599-19-1160

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54007

Buyer ID - Id de l'acheteur
KIN535
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

6.14 Guides des CCUA

Guides des CCUA [A9062C](#) (2011-05-16) – Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

6.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

6.2.1 Conditions générales

2035 (2020-05-28), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3 Durée du contrat

6.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés en conformément avec la commande subséquente à l'offre à commandes.

6.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2019-01](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.5 Paiement

6.5.1 Base de paiement

A condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu d'une commande subséquente à l'offre à commandes, l'entrepreneur sera payé pour les travaux exécutés, conformément à la base de paiement à l'annexe B, jusqu'à un prix plafond indiqué dans la commande subséquente. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables en sus.

6.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2017-08-17), Limite de prix

6.5.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), paiement unique

6.5.4 Clauses du *Guide des CCUA*

Clause du *Guide des CCUA* C0705C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes

6.5.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Dépôt direct (national et international) ;
- b. Virement télégraphique (international seulement)

6.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
 - b. une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
 - c. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
 - c. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

6.7 Exigences en matière d'assurance

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28) Assurance – aucune exigence particulière

6.8 Inspection et acceptation

Le charge de projet sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.0 PORTÉE

1.1 But

Le ministère de la Défense nationale (MDN) entend combler un besoin d'instruction de conduite tactique et de champs de tir dynamiques, et ce, sur demande. Pour faciliter la formation, un cours de conduite tactique (tâche 1), un cours de recyclage à la conduite tactique (tâche 2) et un cours au champ de tir dynamique (tâche 3) doivent être suivis consécutivement ou distinctement comme indiqué dans l'énoncé des travaux (EDT).

1.2 Terminologie

Les abréviations et les acronymes suivants sont utilisés dans le présent EDT :

Définition	Abréviations, sigles et acronymes
Système de freinage antiblocage	ABS
Forces armées canadiennes	FAC
Centimètre	cm
Combat rapproché	CR
Degrés Celsius	°C
Degré Fahrenheit	°F
Ministère de la Défense nationale	MDN
Services médicaux d'urgence	SMU
Pieds	pi
Grammes	g
Heures	h
Engin explosif improvisé	EEI
Kilogrammes	kg
Kilomètres	km
lb	Livre (unité impériale)
Officier de liaison	OL
Mètres	m
Millimètre	mm
Milles	mi
millilitre	mL
Poids net d'explosifs	PNE
Lunettes de vision nocturne	LVN
Opérations	Ops
Équipement de protection individuelle	EPI
Coordonnateur de programme	CP
Techniques d'intervention en cas de poursuite	TIP
Officier de sécurité du champ de tir	OST
Véhicule utilitaire sport	VUS
Pieds carrés	p ²
Mètres carrés	m ²
Cible d'infanterie standard	SIT
Énoncé des travaux	EDT
Tactiques, techniques et procédures	TTP
Tridimensionnel	3D

Ultra-haute fréquence	UHF
Très haute fréquence	VHF
Jour	Période de 24 heures d'un jour civil
Tarif journalier	Période de 8 heures d'un jour civil

2.0 EXIGENCES

2.1 Tâches

L'entrepreneur doit fournir les produits livrables suivants selon les besoins et dans de brefs délais :

1. Tâche 1 – Instruction en conduite tactique décrite à la section 2.1.1;
2. Tâche 2 – Instruction de recyclage en conduite tactique décrite à la section 2.1.2;
3. Tâche 3 – Champs de tir dynamiques décrits à la section 2.1.3.

2.1.1 Tâche 1 – Instruction en conduite tactique

2.1.1.1 Généralités. L'entrepreneur doit être prêt à dispenser une formation de conduite tactique pour un minimum de six (6) et un maximum de dix-huit (18) membres des FAC par cours, pour un maximum de trois (3) cours chaque année.

2.1.1.2 Durée. L'entrepreneur doit dispenser une formation de recyclage en conduite tactique sur une période de quatre (4) jours. À la demande du responsable technique, il y aura une période de repos d'un jour avant de se rendre à l'installation de champs de tir dynamiques lorsque l'entraînement dans un champ de tir dynamique succède à la formation de conduite tactique.

2.1.1.3 Besoin de formation. L'instruction de conduite tactique doit répondre à tous les critères précisés dans la pièce jointe 1 de l'annexe A.

2.1.2 Tâche 2 – Formation de recyclage en conduite tactique

2.1.2.1 Généralités. L'entrepreneur doit fournir un programme de formation de recyclage distinct de deux jours sur les techniques et les compétences en conduite tactique afin de s'assurer que les stagiaires peuvent maintenir leur maîtrise des aptitudes enseignées pendant le cours complet de quatre (4) jours. À cette fin, l'entrepreneur doit être prêt à dispenser une formation de recyclage de conduite tactique pour un minimum de six (6) et un maximum de dix-huit (18) membres des FAC par cours, pour un maximum de trois (3) cours chaque année.

2.1.2.2 Durée. L'entrepreneur doit dispenser une formation de recyclage en conduite tactique sur une période de deux (2) jours. À la demande de l'autorité technique, il y aura une période de repos d'un jour avant de se rendre à l'installation de champs de tir dynamiques lorsque l'entraînement de recyclage dans un champ de tir dynamique succède à la formation de conduite tactique.

2.1.2.3. Besoin de formation. L'instruction de recyclage en conduite tactique doit répondre à tous les critères précisés à la pièce jointe 2 de l'annexe A.

2.1.3 Tâche 3 – Champs de tir dynamiques

2.1.3.1 Généralités. L'entrepreneur doit être en mesure de fournir des installations d'entraînement dans un champ de tir et dans les secteurs d'entraînement au maniement des armes pouvant accueillir un minimum de six (6) à un maximum de dix-huit (18) membres des FAC sur divers champs de tir conventionnels et non conventionnels afin d'assurer l'entraînement au maniement des armes et les opérations militaires avancées

dans un milieu urbain. De plus, l'entraînement dans un champ de tir non conventionnel comprendra l'utilisation de véhicules fournis par l'entrepreneur pour l'apprentissage de diverses tactiques avec et sans véhicule. Les tactiques à bord d'un véhicule sont des techniques, des procédures et des exercices effectués à bord d'un véhicule alors que les tactiques sans véhicules sont effectuées à pied.

2.1.3.2 Durée. L'entrepreneur doit pouvoir organiser une séance de cinq (5) jours au champ de tir avec la possibilité de deux (2) jours supplémentaires d'entraînement au tir. Cette formation comptera jusqu'à six (6) personnes supplémentaires des FAC en formation et en sécurité du champ de tir en appui à la réalisation des scénarios de formation dispensés aux principaux stagiaires.

2.1.3.3 Exigences en matière de secteurs d'installations de tir et d'entraînement au maniement des armes. La formation aux champs de tir dynamiques doit répondre à tous les critères précisés dans la pièce jointe 3 de l'annexe A.

3.0 PRODUITS LIVRABLES

3.1 Installation d'instruction

L'entrepreneur doit fournir une installation d'instruction située dans un rayon de 50 km (31,1 mi) qui répond aux exigences suivantes :

3.1.1 Salle de classe. L'entrepreneur doit fournir, pour les séances de formation théorique, une salle de classe qui

1. doit pouvoir accueillir jusqu'à 24 personnes;
2. doit être équipée de bureaux et de chaises pour accueillir au maximum 24 personnes;
3. doit être dotée d'un contrôle de la température (thermostat) pour chauffer ou refroidir la salle de classe;
4. doit être équipée d'un tableau blanc standard;
5. doit être câblée pour assurer la projection électronique;
6. doit être dotée d'un équipement audiovisuel pour les périodes d'instruction avec des câbles HDMI pour les ordinateurs portatifs fournis par le MDN.

3.1.2 Bureau. L'entrepreneur doit fournir, pour l'entraînement dans un champ de tir, un bureau meublé pour l'administration générale qui peut accueillir un minimum de trois (3) membres du personnel de formation des FAC. L'entrepreneur doit doter ce bureau d'une connexion Internet sans fil ou Ethernet (avec fil) au MDN.

3.1.3 Salle d'entreposage intérieure. L'entrepreneur doit fournir un entreposage sécurisé sur place d'une superficie d'au moins 46,45 m² (500 pi²) pour les trousseaux et l'équipement. L'aire d'entreposage :

1. doit être sèche et étanche;
2. doit être verrouillable par le MDN et permettre le rangement de l'équipement personnel.

3.1.4 Chambre forte d'entreposage des armes. Au moins une (1) chambre forte d'au moins 3 m sur 3 m (10 pi x 10 pi) pouvant contenir des armes du MDN et répondant aux exigences suivantes :

1. Doit comporter une alarme;
2. Doit être distincte du dépôt de munitions;
3. Doit pouvoir sécuriser les carabines et pistolets et leurs étuis;
4. Doit être verrouillable par le MDN;
5. Doit être accessible seulement au personnel du MDN.

3.1.5 Dépôt de munitions. Au moins un (1) dépôt de munitions d'une taille approximative de 1,5 m sur 3 m (5 pi x 10 pi) capable de contenir des munitions du MDN. Il doit satisfaire aux exigences suivantes :

1. Doit comporter une alarme;
2. Doit être distinct de la chambre forte de stockage des armes;
3. Doit avoir une capacité d'accueillir un poids net d'explosifs (PNE) de 50;
4. Doit être verrouillable par le MDN;
5. Doit être accessible seulement au personnel du MDN.

3.2 Instruction de conduite

L'entrepreneur doit fournir les différents types de pistes suivants :

1. Piste de conduite générale. Pavée de granulat mélangé (tarmacadam, asphalte, béton, etc.);
2. Piste double largeur de voiture. Permettre de rouler en ligne droite et dans les virages bombés (positifs et négatifs);
3. Piste d'entraînement tactique. Pavé d'un mélange de granulats (tarmacadam, asphalte, béton, etc.) permettant la circulation de deux voitures et adapté aux techniques décrites aux sections 2.1.1, 2.1.2 et 2.1.3 :
 - a. Cette piste doit être en mesure d'incorporer des intersections à quatre voies et des rues secondaires au besoin.
 - b. Cette piste doit avoir des parties modifiables pour permettre le tir réel à partir des véhicules.
4. Aire de conduite hors route. Aire de conduite hors route qui doit fournir une boucle d'au moins 4,02 km (2,5 mi) comprenant les caractéristiques suivantes :
 - a. collines;
 - b. eau (cours d'eau et ruisseaux aux fins de passage à gué);
 - c. zones boueuses;
 - d. zones sableuses;
 - e. terrain rocailleux;
 - f. gravier meuble;
 - g. surface ondulée : pentes ascendantes, pentes descendantes, caniveaux (bas-côtés) et pentes (montées et descentes abruptes).

3.2.1 Instructeurs de conduite. L'entrepreneur doit fournir des instructeurs formés, qualifiés et en poste, à raison d'au moins un (1) instructeur pour trois (3) stagiaires (1:3) afin de donner l'instruction de base et le recyclage en conduite qui couvrent toutes les techniques de conduite précisées aux sections 2.1.1 et 2.1.2. Les instructeurs de conduite assument les responsabilités suivantes :

1. formation en classe et pratique à la conduite;
2. exposé sur la sécurité au début de chaque cours;
3. instruction sur les techniques de conduite.

3.2.2 Véhicules

3.2.2.1 Conditions générales : L'entrepreneur doit fournir différents types de véhicules, dont le nombre ne doit pas dépasser six (6) à un moment donné, « au fur et à mesure des besoins ». Voici les conditions générales que l'entrepreneur doit respecter :

1. L'entrepreneur doit prépositionner les véhicules au besoin pour se préparer à chaque activité d'instruction;

2. L'entrepreneur doit pouvoir fournir une combinaison de types de transmission (automatique/standard);
3. L'entrepreneur doit fournir des véhicules dont la carrosserie risque fortement d'être endommagée pendant la pratique des techniques de conduite, par exemple en défonçant des barricades ou lors d'attaques simulées et de manœuvres d'évitement à un ou plusieurs véhicules.
4. Tous les véhicules fournis doivent être conformes aux besoins de formation énumérés aux sections 2.1.1 et 2.1.2.

3.2.2.2 Types de véhicule. L'entrepreneur doit fournir tous les types de véhicule suivants :

1. Véhicules d'instruction principaux. Véhicules utilitaires sport principaux (similaires à GMC Yukon, Ford Explorer ou Toyota 4 Runner);
2. Véhicules d'instruction secondaires. Berline 4 portes de petite ou moyenne taille;
3. Véhicules hors route. Camionnettes 4 x 4 ou VUS;
4. Véhicules cibles consommables. Véhicule non fonctionnel employé comme barricade ou obstacle et destiné à être heurté. L'entrepreneur doit pouvoir fournir suffisamment de véhicules consommables pour permettre à tous les stagiaires d'effectuer au moins une (1) manœuvre d'éperonnage;
5. Véhicules d'impact. Véhicules employés pour les exercices d'ouverture de brèches d'une barricade.

3.2.3 Sécurité des conducteurs. Pour l'instruction en conduite, l'entrepreneur doit fournir les équipements suivants :

1. 1 casque par stagiaire – les casques seront de taille unique réglable ou les tailles requises seront précisées dans la commande subséquente;
2. 1 ensemble de protection des yeux par stagiaire;
3. 1 cric de véhicule par véhicule;
4. 1 sangle de remorquage par véhicule;
5. 1 jeu d'outils de réparation de pneus d'urgence par véhicule;
6. 1 treuil de remorquage par véhicule.

3.3 Entraînement au champ de tir

3.3.1 Champs de tir et secteurs d'entraînement

Tous les champs de tir conventionnels et de campagne doivent être conformes aux modèles d'usage et avoir un permis pour des munitions à balles OTAN de 9 mm et 5,56 mm. Une combinaison de champs de tir doit être automatisée pour assurer une exploitation efficace. Les types de champ de tir exigés sont les suivants :

1. Secteur d'entraînement bâti. Il doit satisfaire aux exigences suivantes :
 - a. permettre de s'exercer aux techniques de combat intérieur et rapproché, et de sécurisation des bâtiments;
 - b. L'intérieur des bâtiments doit comprendre une combinaison de corridors et de coins et plusieurs pièces;
 - c. Les combats rapprochés à tir réel sont préférables, mais des édifices où seules sont permises les munitions de marquage de simulation FX® sont acceptables. Pour les tirs réels, tous les bâtiments doivent accueillir des munitions fiables (désintégrantes);
 - d. Contenir un (1) ou plusieurs bâtiments qui assurent la protection balistique pour la sécurité du personnel qui se trouve dans des pièces séparées;
 - e. Au moins un bâtiment doit comprendre plusieurs étages;
 - f. Doit pouvoir accueillir jusqu'à dix-huit (18) stagiaires simultanément.
2. Secteur d'entraînement en zone urbaine. Il doit satisfaire aux exigences suivantes :

- a. Être un complexe pouvant accueillir jusqu'à dix-huit (18) stagiaires simultanément;
 - b. Être conçu pour permettre l'utilisation de cartouches réelles ou de simulation à marquage FX ainsi que des effets pyrotechniques comme la fumée, de nuit comme de jour. Pour les tirs réels, tous les bâtiments doivent accueillir des munitions fiables (désintégrantes);
 - c. Contenir un (1) ou plusieurs bâtiments qui assurent la protection balistique pour la sécurité du personnel qui se trouve dans des pièces séparées;
 - d. Il doit être accessible à un minimum de deux (2) véhicules d'entrepreneur pour les manœuvres et les attaques avec et sans véhicule.
3. Champ de tir pour l'ouverture de brèches. Il doit fournir des portes mécaniques en bois internes et externes pour l'instruction d'ouverture de brèche (dans le cadre des combats rapprochés). Seules des techniques mécaniques seront utilisées, y compris la rupture avec une force brutale ou des outils tels que des béliers, des marteaux ou des barres de levier.
4. Champ de tir conventionnel (plat). Doit permettre des tirs d'une portée de 5 à 200 m pour un maximum de dix-huit (18) tireurs;
5. Champ de tir à distance inconnue. Doit permettre des tirs d'une portée de 5 à 400 m pour un maximum de dix-huit (18) tireurs. Le champ de tir doit être non marqué et permettre de tirer à partir d'un bâtiment et de diverses élévations;
6. Champ de contre-embuscade avec véhicule. Il doit satisfaire aux exigences suivantes :
- a. Être un champ ouvert composé de routes de terre et d'obstacles, ainsi que d'une surface ondulée;
 - b. Doit offrir un arc de feu de 180 degrés et permettre l'utilisation de pyrotechnie (comme la fumée);
 - c. Doit pouvoir accueillir deux (2) à trois (3) véhicules fournis par l'entrepreneur et jusqu'à huit (8) stagiaires à la fois;
 - d. Doit permettre des tirs de 5 m à 200 m;
 - e. Il doit permettre les manœuvres véhicules le long d'une route d'au moins deux (2) km, permettant l'organisation de plusieurs secteurs d'embuscade, permettant aux stagiaires de réagir aux embuscades de toutes les directions (c.-à-d. en avant, à gauche, à droite et en arrière du véhicule).

3.3.2 Matériel du champ de tir

1. Le matériel de campagne, les barricades, les pièces, les fenêtres et les portes sont nécessaires pour l'exercice de balayage des pièces dans les limites énumérées aux paragraphes 1, 2 et 3 de la section 3.3.1;
2. Les cibles en papier, les pièces de rapiéçage et les cibles en acier pour les champs de tir conventionnels de différentes tailles, énumérées ci-dessous, capables de supporter des tirs réels avec des munitions de 9 mm et 5,56 mm conformes aux normes de l'OTAN sur tous les champs de tir énumérés à la section 3.3.1;
3.
 - a) Système de cibles électroniques mobiles : Jusqu'à 25 systèmes de cibles électroniques mobiles qui doivent :
 - i. Résister à une puissance de feu de 5,56 mm et à des armes à feu d'un calibre de 9 mm;

- ii. Comprendre des cibles à tête métallique pour le tir de 100 m à 300 m (328 à 984 pi), petites cibles de métal et petites cibles à tête pour le tir de 300 m à 600 m (984 à 1 968,5 pi) et une grande cible à tête et à corps pour le tir de 600 m à 2 400 m (1 968,5 pi à 7 874 pi).
 - iii. Pouvoir être commandés à distance au moyen d'un module de commande principal et permettre à l'utilisateur de déclencher à volonté des cibles bondissantes qui s'insèrent dans les arcs du champ de tir.
- b) Cibles d'infanterie fixes (SIT) : jusqu'à 10 cibles d'infanterie fixes et un (1) système de cibles d'infanterie fixes qui doivent résister au tir d'armes à feu de calibres 5,56 mm et 9 mm;
 - c) Portique en acier de TYPE I : jusqu'à dix (10) portiques en acier de TYPE I pouvant résister aux tirs d'armes à feu de calibres 5,56 mm et 9 mm;
 - d) Stand d'acier en H de type II : jusqu'à 10 stands d'acier en H de type II pouvant résister au tir d'armes à feu de calibres 5,56 mm et 9 mm;
 - e) Stand d'acier en X de type III : jusqu'à dix (10) stands d'acier en X de type III pouvant résister au tir d'armes à feu de calibres 5,56 mm et 9 mm;
 - f) Grandes cibles de métal de type « gong » : jusqu'à cinq (5) grandes cibles de métal de type « gong » résistant au tir d'armes à feu de calibres 5,56 mm et 9 mm;
 - g) Panneaux de cibles en bois : jusqu'à quatre (4) panneaux de cibles en bois à être utilisés pendant l'entraînement;
 - h) Cibles tridimensionnelles (3D) en forme de torse humain : jusqu'à dix (10) cibles tridimensionnelles en forme de torse humain. Les cibles tridimensionnelles en forme de torse humain fournies peuvent être faites de bois, de mousse ou de plastique dur pouvant résister au tir d'armes à feu de calibre 5,56 mm. Les cibles doivent avoir une hauteur minimale de 1,75 m (5,7 pi);
 - i) Répliques d'armes : jusqu'à 10 répliques d'armes ou armes en contreplaqué (arsenal de style soviétique) sous la coordination du MDN une utilisation jumelée avec des cibles tridimensionnelles en forme de torse humain.
 - j) Cibles d'entraînement en acier de type arbre : jusqu'à trois (3) cibles d'entraînement en acier de type arbre qui doivent résister à des tirs d'armes à feu de calibres 5,56 mm et 9 mm;
 - k) Véhicules cibles destructibles : jusqu'à 30 véhicules cibles destructibles qui doivent résister à des tirs d'armes à feu de calibres 5,56 mm et 9 mm aux fins d'utilisation du champ d'entraînement au tir à longue portée et champ de tir avec véhicule;
 - l) Cibles sous forme de répliques véhicules en contreplaqué : jusqu'à 50 cibles sous forme de répliques de véhicules en contreplaqué;
 - m) Murs pour l'ouverture de brèche : jusqu'à trois (3) murs pour l'ouverture de brèche qui doivent être

-
- i. construits par l'entrepreneur à l'emplacement demandé dans la zone de l'installation d'entraînement en coordination avec le MDN;
 - ii. 30,48 cm (12 po) d'épaisseur, 2,4384 mètres (8 pi) de hauteur et 3,048 mètres (10 pi) de longueur.
 - iii. construits avec des briques de boue ou des blocs de béton de mâchefer.
 - iv. construit avec un contreventement en bois sur un côté pour l'empêcher de tomber pendant les activités d'ouverture de brèches.
 - n) Bâtiments de village pour l'ouverture de brèche : jusqu'à un (1) bâtiment de village pour l'ouverture de brèche qui doit être :
 - i. construit à un emplacement précis dans l'une des zones du champ d'entraînement, en coordination avec le MDN.
 - ii. avoir une surface de 6 mètres sur 6 mètres (20 pi x 20 pi).
 - iii. construit pour loger deux (2) à quatre (4) pièces avec portes extérieures et deux (2) fenêtres chacune.
 4. L'entrepreneur doit fournir jusqu'à huit (8) ensembles pyrotechniques comprenant tout l'équipement nécessaire à la simulation pyrotechnique, c'est-à-dire le système de déclenchement de tir à distance, l'ensemble pyrotechnique. Les ensembles pyrotechniques doivent
 - a. simuler des bruits de feu de bataille tels que des grenades propulsées par fusée (GPF) et des engins explosifs improvisés (EEI) pendant l'entraînement
 - b. être utilisés avec d'autres équipements de cibles et être installé et utilisé par le personnel de l'entrepreneur.
 5. L'entrepreneur doit fournir des sources d'éclairage ambiant pour les équipements cibles pendant les périodes allant du crépuscule à l'aube.
 6. L'entrepreneur doit se mettre en rapport avec le MDN pour coordonner la mise en place et l'utilisation de tout l'équipement de cibles pendant la durée du cours de formation. L'entrepreneur doit transporter, positionner et retirer tous les équipements et véhicules-cibles demandés et utilisés pendant les cours de formation.
 7. L'entrepreneur doit fournir du matériel d'extinction des incendies pendant toute la durée d'utilisation des champs de tir.

3.3.3 Personnel des champs de tir. Sur demande, le MDN peut demander à l'entrepreneur de fournir jusqu'à deux (2) fois le soutien du personnel de sécurité des champs de tir « au fur et à mesure des besoins » pendant toute la durée du contrat. Les tâches du personnel des champs de tir demandées doivent comprendre ces éléments :

1. Nettoyage de tous les champs de tir après leur utilisation par le MDN, y compris les services de balayage des champs de tir à l'explosif;
2. Assurer la liaison avec l'officier de sécurité des champs de tir (OST) du MDN pour garantir une installation sûre, le maintien des cibles conformément à la formation requise;
3. Agir en tant qu'opérateurs de cibles pendant l'instruction;

4. Assurer la liaison avec l'OST du MDN et coordonner avec les stagiaires en tant qu'OST adjoints pour maintenir la sécurité pendant le déroulement de la formation.

3.3.4 Acteurs. L'entrepreneur doit fournir jusqu'à quinze (15) acteurs (anglophones) pour assumer le rôle de la force ennemie et de la population locale pendant la formation basée sur des scénarios. Les acteurs s'occuperont d'établir un contact avec les stagiaires en utilisant des balles de peinture et des armes à blanc. Les acteurs prendront part à des altercations physiques à un niveau d'effort de 50 % (faible niveau de contact) et on leur tirera dessus avec des munitions de simulation Simunition FX. Les chiffres exacts requis seront confirmés à l'entrepreneur par l'officier de liaison (OL) du MDN avant chaque cours de formation. Il incombe à l'entrepreneur de coordonner les rôles et les fonctions des intervenants avec l'OL du MDN avant le cours de formation, ainsi que les activités et la rotation des intervenants pendant la formation. Les exigences relatives aux acteurs seront décrites dans chaque commande subséquente. Les acteurs doivent répondre aux exigences suivantes :

1. Être équipés d'équipement de protection individuelle (EPI) et de vêtements appropriés;
2. Doivent être armés de balles de peinture ou d'armes à blanc, au besoin.

3.4 Logements et repas

3.4.1 Logements. L'entrepreneur doit pouvoir accueillir un maximum de 24 personnes sur place, deux (2) par pièce au plus. L'entrepreneur doit fournir des services de conciergerie pour tous les logements. Les services de conciergerie devront être fournis jusqu'à trois (3) fois par semaine, du lundi au vendredi, entre 8 h et 16 h (heure locale). Toute exigence ne respectant pas ce paramètre doit faire l'objet d'un accord mutuel de l'entrepreneur avec le MDN.

a) L'installation d'hébergement doit comprendre les éléments suivants :

- i. commodités pour la salle de bain comme des lavabos, des douches et des toilettes. Tous les équipements sanitaires doivent rester propres et utilisables pendant toute la durée de la formation.
- ii. dortoir (lits nombreux) ou chambres à deux lits (pour deux personnes), mais doit comporter un lit par personne et permettre la séparation des hommes et des femmes;
- iii. au minimum, un (1) lit, avec deux (2) ensembles de draps propres par personne et des serviettes;
- iv. des réfrigérateurs fonctionnels pouvant contenir vingt-quatre (24) bouteilles d'eau, des articles pour le dîner et des collations composées de denrées périssables;
- v. des blanchisseries pour répondre aux besoins de vingt-quatre (24) personnes. Si l'on ne peut disposer de blanchisserie, l'entrepreneur doit fournir un service de blanchisserie qui fonctionne selon un cycle de ramassage de deux (2) jours avec un délai d'exécution d'un (1) jour;
- vi. une aire de stationnement pouvant accueillir jusqu'à neuf (9) véhicules de taille normale et un (1) fourgon grand volume (10 places de stationnement au total);
- vii. un accès sans fil à Internet.

b) Salle de briefing : L'entrepreneur doit fournir un accès à une salle de briefing pouvant contenir vingt-quatre (24) places assises pour les membres du personnel du MDN. La salle de briefing devra respecter les exigences suivantes :

- i. La salle de briefing doit être munie de tables, de chaises et de tableaux blancs standards et permettre la projection électronique de matériel.

ii. La salle de briefing devra fournir un accès à une ligne téléphonique terrestre pouvant servir aux appels locaux entrants et sortants.

iii. À la demande du MDN, l'entrepreneur doit assurer un contrôle d'accès restreint à la salle de briefing à l'usage exclusif du personnel du MDN.

Les logements commerciaux doivent disposer de toutes les commodités énumérées à la section 3.4.1 et se trouver à moins de 50 km (31,1 mi) des installations de formation.

3.4.2 Repas. L'entrepreneur doit s'assurer que tout le personnel du MDN a accès en tout temps à de l'eau potable illimitée pendant les heures de l'instruction en conduite. L'entrepreneur doit fournir l'une des options de repas suivantes :

1. Repas sur place

- a. L'entrepreneur doit fournir jusqu'à (3) repas par jour pour jusqu'à 24 personnes et donner accès à sa cafétéria ou à une salle à manger sur place ou à une proximité de 50 mètres du secteur d'entraînement pendant les heures d'ouverture normales.
- b. Tous les services de repas de la cafétéria et des restaurants doivent être fournis conformément aux exigences relatives aux repas habituels figurant à la pièce jointe 4 de l'annexe A et à la grosseur habituelle des portions par repas figurant à la pièce jointe 5 de l'annexe A;
- c. Tous les repas doivent être servis dans la cuisine, à moins d'indication contraire du MDN;
- d. L'offrant doit, sur demande, fournir des dîners ou des soupers dans des emballages jetables individuels (paniers-repas) pouvant être transportés sur les champs de tir par le MDN. Lorsqu'une telle demande est formulée, le MDN en avisera l'entrepreneur au moins 48 heures à l'avance et l'informera du moment où les repas devront être prêts en vue de leur cueillette. Ces repas doivent répondre aux normes décrites dans l'annexe 6 de l'annexe A.
- e. L'entrepreneur doit soumettre au MDN un menu proposé pour la durée du cours de formation aux fins d'examen et d'approbation ultérieure, au moins 15 jours civils avant le début du cours.

L'entrepreneur doit être en mesure de fournir les repas suivants aux heures précisées :

Déjeuner 6 h 30 à 8 h 30 h;
Dîner 11 h à 13 h;
Souper 17 h à 19 h.

4.0 CONTRAINTES

4.1 Normes et sécurité

4.1.1 Équipement de secours. L'entrepreneur doit s'assurer que toutes les pistes d'entraînement, les champs de tir et les secteurs d'entraînement disposent de l'équipement d'urgence suivant et que cet équipement est accessible au personnel du MDN :

1. Trousse de premiers soins. Doit contenir au moins ceci :

- a. Numéros de téléphone d'urgence des SME et du centre antipoison local;
- b. Compresse de gaze stérilisées (pansements) en petits et grands carrés;
- c. Ruban adhésif;
- d. Bandages en rouleau et triangulaires;
- e. Pansements adhésifs de tailles variées;
- f. Ciseaux;

- g. Pincettes;
- h. Épingles de sûreté;
- i. Blocs-glace instantanés;
- j. Gants jetables sans latex, tels que les gants de chirurgie ou d'examen;
- k. Lingettes antiseptiques ou savon;
- l. Couverture de secours;
- m. Cache-œil;
- n. Dispositifs de protection (masque de poche ou écran facial).

2. Équipement de lutte contre l'incendie. Doit pouvoir l'extinction d'un incendie de véhicule.

4.2 Climat

1. Pour permettre la formation tout au long de l'année, l'installation du soumissionnaire doit être située en Amérique du Nord, sur le continent du Canada ou des États-Unis, dans une zone aride ou semi-aride selon la classification climatique de Köppen. La température moyenne la plus basse sur le lieu en question, au cours des douze (12) derniers mois, ne doit pas être inférieure à 5 °C ou (41 °F).

2. Des installations extérieures qu'il est possible d'utiliser toute l'année sans interruption en ce qui a trait aux conditions météorologiques.

4.3 Accès à l'installation d'instruction

1. L'entrepreneur doit s'assurer que le personnel du MDN a l'usage exclusif des secteurs d'entraînement dans l'installation (c.-à-d. les champs de tir, pistes, maisons de tir, secteurs d'entraînement, etc.) qu'il a réservés ou commandés pour la durée de l'instruction, à la seule exception du personnel d'instruction fournis par l'entrepreneur.

2. Doit permettre l'entraînement 24 heures sur 24 au tir réel et aux explosifs sans restrictions locales en matière de bruit dans tout le secteur d'entraînement.

4.4 Distance

4.4.1 Distance du déplacement à partir du Canada. Toutes les installations faisant l'objet d'un contrat doivent être situées à moins d'un jour de déplacement aérien d'Ottawa, Ontario, Canada, et être situées au Canada ou dans la partie continentale des États-Unis.

4.4.2 Distance de déplacement depuis l'aéroport le plus proche. Le centre de formation doit être situé à 200 kilomètres (125 mi) au maximum d'un aéroport international commercial.

4.4.3 Distances des installations d'instruction. Les champs de tir, les pistes, les casernes, la salle à manger, etc. de l'entrepreneur doivent se trouver à l'intérieur d'un rayon de 50 km (31,1 mi) du centre de l'installation.

4.5 Soins médicaux

L'entrepreneur doit avoir accès aux ressources médicales indispensables et à son plan d'intervention médicale d'urgence en place pour toutes les activités mentionnées dans le présent énoncé des travaux à l'intention des employés de l'entrepreneur et des membres du MDN. Les installations de formation doivent être facilement accessibles aux services médicaux d'urgence (SMU) pour une durée maximale de 15 minutes. Une installation médicale autorisée doit être disponible dans un rayon de 72,42 km (45 mi) du lieu de formation. L'installation médicale doit posséder les capacités d'intervention traumatologiques adéquates (centre de traumatologie de niveau 3 minimum) pour traiter les types de blessures (coups de feu, explosions, fragmentation, etc.) qui peuvent être subies lors d'un entraînement. Une ambulance aérienne

doit être disponible si l'installation médicale se trouve à plus de 72,42 km (45 mi), mais à 30 minutes et moins par déplacement aérien.

4.6 Demandes de formation du MDN

4.6.1 Présentation des exigences. Si possible, les FAC donneront un préavis de 60 jours à l'entrepreneur lorsqu'elles enverront les commandes. La piste prévue au contrat sera adaptée à toute modification aux pratiques et procédures de fonctionnement (tactiques, techniques et procédures (tactiques, techniques et procédures [TTP) discutées antérieurement, apportées par un membre nommé parmi les participants à la formation le premier jour de la formation, du temps suffisant étant alloué pour ajuster les scénarios et les contextes. Les changements apportés aux tâches d'instruction susmentionnées ainsi que les renseignements concernant le lieu de la conduite tactique seront communiqués à l'entrepreneur par le MDN dans un délai minimal de cinq (5) jours civils, sous forme électronique.

4.6.2 Modifications. La modification du programme de formation, qui sera autorisée uniquement par l'autorité technique, ne doit pas entraîner de coûts supplémentaires pour l'État. Aucune modification injustifiée de la formation par l'entrepreneur n'est autorisée sans le consentement écrit de l'autorité technique.

4.7 Liaison et soutien

Coordonnateur de programme (CP). L'entrepreneur doit fournir une personne qui rencontrera quotidiennement un représentant du MDN pour coordonner les besoins de formation et discuter du soutien à l'instruction et des questions logistiques. Un CP servira de lien entre le personnel des FAC et l'entrepreneur pour communiquer et coordonner les activités indiquées au point 2.1. Le CP doit fournir une expertise technique et spécialisée concernant les services fournis sur place par l'entrepreneur.

4.8 Réparation et remplacement

L'entrepreneur doit réparer ou remplacer ses équipements ou ses véhicules endommagés pendant une formation dispensée. La réparation ou le remplacement des équipements et véhicules fournis par l'entrepreneur ne doit pas entraver ou interrompre le plan d'instruction.

4.9 Enregistrements

L'entrepreneur ne peut enregistrer ni conserver de photographies, de vidéos ou de renseignements permettant d'identifier le personnel du MDN au-delà de la tenue des cours d'instruction individuelle. De tels enregistrements ne peuvent être faits qu'avec l'autorisation du MDN et doivent être détruits ou remis au MDN à la fin de l'instruction.

4.10 Non-divulgateion

Tout le personnel de l'entrepreneur assurant la prestation de services au MDN doit signer une entente de confidentialité, à compter de l'attribution du contrat jusqu'à son expiration conformément à l'annexe E.

4.11 Langue

Toute l'instruction et tous les documents doivent être offerts en anglais.

4.12 Équipement et services d'instruction divers

4.12.1 L'entrepreneur doit fournir au MDN l'équipement et les services de formation suivants pour la durée du cours, sur demande :

1. Cric losange. À la demande du MDN, l'entrepreneur doit fournir un (1) cric losange ayant la capacité de soulever un minimum de 2 268 kg (5 000 lb) de structure en bois solide de 2,74 mètres sur 2,74 mètres (9 pi x 9 pi).
2. Chariot élévateur. À la demande du MDN, l'entrepreneur doit fournir un (1) chariot élévateur ayant la capacité de soulever une palette avion de 4 536 kg (10 000 lb) doit avoir des dents ajustables de 1,82 mètre (72 pouces) ou des extensions à la fourche pour qu'elle atteigne 1,82 mètre (72 pouces).
3. Radios portables UHF/VHF. L'entrepreneur doit fournir jusqu'à dix (10) radios portables UHF/VHF répondant aux exigences suivantes :
 - a. Ces radios doivent servir à maintenir en tout temps un réseau de fréquences unique et des communications sécuritaires, avec un contrôle des champs de tir pendant les opérations ayant lieu dans les champs d'entraînement au tir.
 - b. Chaque radio fournie doit comprendre une (1) pile de rechange et un (1) appareil de chargement.
 - c. L'offrant doit remplacer, sans frais supplémentaires pour le MDN, toute radio défectueuse ou inutilisable dans un délai de quatre (4) heures.
4. Toilettes portatives. L'entrepreneur doit fournir au moins deux (2) toilettes portatives sur le site de chaque champ de tir ou enceinte d'entraînement qu'utilise le MDN, dans un rayon de 100 mètres. L'entrepreneur doit s'assurer que les toilettes portatives satisfont aux exigences suivantes :
 - a. doivent être fournies dans un état de propreté et être gardées propres pendant toute la période d'utilisation;
 - b. doivent être munies d'une cheminée de ventilation ainsi que d'une porte qui se ferme d'elle-même munie d'un loquet intérieur et d'un signe indiquant « occupé »;
 - c. doivent pouvoir fournir suffisamment de papier de toilette jusqu'au prochain remplissage prévu;
 - d. doivent être conformes à l'ensemble des codes de santé et sécurité, des règlements et des normes de l'industrie locaux applicables, y compris en matière d'élimination.

5.0 SOUTIEN OFFERT PAR LE MDN

5.1 Représentant du MDN

Le MDN désignera un officier de liaison pour soutenir l'entrepreneur pour la durée de l'instruction.

5.2 Soutien logistique du MDN

1. Le MDN fournira à l'entrepreneur un calendrier détaillé de l'instruction contractuelle, y compris les activités de champ de tir, dans chaque commande;
2. Les stagiaires du MDN apporteront leur propre équipement (y compris les armes, les munitions et les lunettes de vision nocturne) lors de l'entraînement au champ de tir avancé et seront formés, qualifiés et à jour sur les systèmes d'armes de base;

3. Le MDN est responsable des déplacements à destination et en provenance de l'installation d'instruction de l'entrepreneur;
4. Le MDN fournira à l'entrepreneur une liste de stagiaires pour l'instruction en conduite de base, de recyclage et en champs de tir;
5. Le MDN organisera le transport terrestre de son propre équipement jusqu'à l'installation de l'entrepreneur;
6. Le MDN préparera son équipement pour le transport à destination et en provenance de l'installation de l'entrepreneur;
7. Le MDN sera responsable de toutes les exigences douanières liées à son équipement.

PIÈCE JOINTE 1 DE L'ANNEXE A

Tâche 1 – Besoins de formation en conduite tactique

1. Besoin de formation. L'entrepreneur doit fournir une formation instruction de conduite tactique qui répond à chacun de ces critères :

Cours	Besoin
1	Instruction pratique comprenant la « conduite au-delà des limites de vitesse habituelles. »
2	Une application robuste praticable peut être ceci : 1. raccorder, tirer ou pousser un véhicule en panne sur la route ou hors route; 2. conduire des véhicules à transmission manuelle et automatique.
3	Manœuvres d'évacuation évasives comprenant les virages en « J » et en « Y » d'un et de deux véhicules, avec un minimum de trois tentatives réussies par étudiant.
4	Manœuvres d'« opposition » et d'« éperonnage », avec un minimum de trois essais réussis par stagiaire.
5	Conduite sous faible éclairage ou tous phares éteints à des lunettes de vision nocturne (LVN).
6	Transition de routes pavées à des routes de terre (ou semblables) et vice versa. Les conducteurs doivent pouvoir effectuer cette tâche sous pression. Les conducteurs doivent démontrer qu'ils ont la compétence nécessaire pour effectuer cette tâche avant de passer à la confirmation des capacités basée sur un scénario qui aura lieu le dernier jour.
7	Conduite d'un véhicule doté d'un système de freinage antiblocage (ABS) et conduite d'un véhicule non doté d'un tel système.
8	Conduite d'un véhicule sur des surfaces glissantes ou mouillées.
9	Manœuvres et pratiques de conduite d'urgence dans le cas où le conducteur est frappé d'incapacité et ne se conforme pas (mort simulée).
10	Pratiques de conduite conventionnelles et acceptables dans des environnements de congestion extrême.
11	Techniques de « blocage » d'urgence du deuxième ou du troisième véhicule.

2. Exigence du scénario. Les scénarios ne doivent pas refléter les TTP de protection rapprochée (CP) car ils doivent être fondés sur des tactiques à deux et trois véhicules. Par exemple, lorsqu'il y a deux véhicules, si le véhicule de queue est poursuivi par un ennemi, les véhicules de tête et de queue changent de positions. L'entrepreneur doit fournir des scénarios de formation pour la formation en conduite tactique qui comprennent ceci :

Cours	Besoin
1	Piste la plus achalandée possible (en respectant les normes attendues quant aux contraintes budgétaires) pour simuler le travail dans une zone urbaine, où les véhicules et les piétons ne sont pas tous signalés comme une menace.
2	Traversée de la piste au moyen de véhicules à transmission manuelle et automatique. L'entrepreneur doit pouvoir fournir des véhicules avec transmission manuelle (50 % des véhicules utilisés) parmi ces types : 1. voiture de petite ou de moyenne taille; 2. véhicule utilitaire sport (VUS) à centre de gravité élevé; 3. camionnette à centre de gravité élevé.

3	Se mêler à la circulation du point A au point B jusqu'à ce qu'une menace survienne. Une fois qu'une menace sera déterminée, les conducteurs exécuteront les techniques de conduite agressives contrôlées apprises et pratiquées.
4	Application « force contre force » en utilisant des cartouches de marquage à simulation Simunition FX d'armes légères (pistolet ou carabine équivalents).
5	Le véhicule de queue, qui contient le colis, est poursuivi agressivement et le véhicule de tête doit se placer à l'arrière et procéder à des techniques de blocage.
6	Barrage routier devant, possible à passer, le véhicule de queue est en marche que le véhicule de tête en arrêté et doit être poussé (contact avec incendie et contact sans incendie) (dispositif explosif de circonstance simulé [IED]).
7	Barrage routier devant, possible à passer, tous les véhicules en marche, devant être poussés.
8	Barrage routier devant, impossible à passer, nécessitant des techniques d'impact (véhicules en marche).
9	Barrage routier devant, impossible à passer. Véhicules en marche selon des techniques de conduite inversée;
10	Contact à gauche, à droite, à l'avant et à l'arrière. Véhicules en marche;
11	Acteurs agressifs qui ne mettent pas la vie des candidats en danger qui conduisent des véhicules supplémentaires exigeant des actions de conduite non agressive.
12	Scénarios qui comprennent la réquisition de véhicules et l'évacuation d'un emplacement.

PIÈCE JOINTE 2 DE L'ANNEXE A

Tâche 2 – Besoins de formation de recyclage en conduite tactique

1. La trousse de formation doit revoir dans les grandes lignes le contenu enseigné et correspondre aux compétences enseignées dans le cadre de l'instruction de conduite tactique de quatre jours (Tâche 1). Aux fins du recyclage des compétences des stagiaires, l'entrepreneur doit fournir une formation qui répond à chacun des critères suivants :

Cours	Besoin
1	Examen des compétences de « conduite au-delà des limites normales ».
2	raccorder, tirer ou pousser un véhicule en panne sur la route ou hors route;
3	conduire des véhicules à transmission manuelle et automatique. L'entrepreneur doit pouvoir fournir des véhicules avec transmission manuelle (50 % des véhicules utilisés) parmi ces types : 1. voiture de petite ou de moyenne taille; 2. véhicule utilitaire sport (VUS) à centre de gravité élevé; 3. camionnette à centre de gravité élevé.
4	Manœuvres d'évacuation évasives comprenant les virages en « J » et en « Y » d'un et de deux véhicules, avec un minimum de trois tentatives réussies par étudiant.
5	Conduite sous faible éclairage ou tous phares éteints à des lunettes de vision nocturne (LVN).
6	Transition de routes pavées à des routes de terre (ou semblables) et vice versa. Les conducteurs doivent pouvoir effectuer cette tâche sous pression. Les conducteurs doivent démontrer qu'ils ont la compétence nécessaire pour effectuer cette tâche avant de passer à la confirmation des capacités basée sur un scénario qui aura lieu le dernier jour.
7	Conduite d'un véhicule doté d'un système de freinage antiblocage (ABS) et conduite d'un véhicule non doté d'un tel système.
8	Conduite d'un véhicule sur des surfaces glissantes ou mouillées.
9	Manœuvres et pratiques de conduite d'urgence dans le cas où le conducteur est frappé d'incapacité et ne se conforme pas (mort simulée).
10	Pratiques de conduite conventionnelles et acceptables dans des environnements de congestion extrême.
11	Techniques de « blocage » d'urgence du deuxième ou du troisième véhicule.

PIÈCE JOINTE 3 DE L'ANNEXE A

Tâche 3 – Exigences en matière de champs de tir dynamiques

1. L'entrepreneur doit fournir les installations de tir et les secteurs d'entraînement au maniement des armes suivantes qui facilitent leur déroulement dirigé par les FAC, y compris l'utilisation du pistolet, de la carabine et d'une combinaison des deux plateformes :

Cours	Besoin
1	Installations d'instruction pour les combats rapprochés qui permettent l'exécution de techniques d'ouverture de brèche et de sécurisation. Les munitions pour combats rapprochés à tir réel sont préférables, mais l'entraînement avec des cartouches de marquage de simulation Simunition FX sont acceptables.
2	Les secteurs d'entraînement urbain doivent comprendre l'utilisation de munitions à tir réel, de munitions à simulation Simunition FX et de matériel pyrotechnique (comme les grenades fumigènes). Les secteurs d'entraînement doivent comprendre l'utilisation de véhicules et les attaques sans véhicule de jour et de nuit.
4	Secteurs d'entraînement dans un champ de tir conventionnel qui permettent l'entraînement aux armes à feu à tir réel statiques et de manœuvre.
5	Secteurs d'entraînement à distance inconnue qui permettent l'entraînement aux armes à feu à tir réel statiques et de manœuvre.
6	Les secteurs de champ de contre-embuscade avec véhicule comprennent la manœuvre de 2 à 3 véhicules à travers plusieurs zones d'embuscade. Doit permettre aux stagiaires de réagir aux embuscades à partir de tous les points cardinaux du véhicule (c'est-à-dire l'avant, la gauche, la droite et l'arrière du véhicule). Les secteurs d'entraînement au tir doivent permettre l'utilisation de munitions à tir réel, à simulation Simunition FX et de pyrotechnie.

APPENDICE 1 DE L'ANNEXE « A »

EXIGENCES NORMALISÉES EN MATIÈRE DE REPAS

La liste suivante donne un aperçu des exigences normalisées en matière de repas pour tous les services de repas fournis par l'entrepreneur :

DÉJEUNER	Jus
	Fruits
	Plat principal de déjeuner
	Viande pour le déjeuner ou substitut
	Fromage ou yogourt
	Amidon pour le déjeuner
	Légumes pour le déjeuner
	Produits de boulangerie
	Deux boissons
	Condiments/Conserves
DÎNER	Soupe
	Plat principal
	Choix de plats protéiques fraîchement préparés, pâtes, à la carte ou sandwich
	Amidon
	Légumes cuits
	Comptoir à salade
	Fruits
	Dessert
	Produits de boulangerie
	Trois boissons
SOUPER	Soupe
	Plat principal
	Choix de plats protéiques fraîchement préparés, pâtes ou à la carte
	Amidon
	Légumes cuits
	Comptoir à salade
	Fruits
	Dessert
	Produits de boulangerie
	Trois boissons
COLLATION TARDIVE	Soupe – soit sous forme de soupe individuelle, soit telle que présentée au souper
	Biscuits/croustilles
	Jus de fruits
	Fruit

Conditions relatives aux boissons

Lorsqu'il est tenu de fournir plus d'un (1) type de boisson, l'entrepreneur doit s'assurer qu'au moins une (1) des boissons fournies est du lait.

Dans les situations où il n'est pas approprié de distribuer du lait dans une boîte à lunch (par temps chaud, allergies/exigences nutritionnelles), il faut remplacer par 2 x jus/boisson froide de 250 ml ou 1 x jus/boisson froide de 400-500 ml. La boisson doit être placée à l'intérieur de la boîte à lunch ou entreposée dans des glacières réutilisables fournies par l'entrepreneur.

Les boissons suivantes ne sont pas considérées comme répondant aux exigences en matière de repas normalisé décrites à l'appendice 1 :

- Boissons sportives,
- Boissons énergisantes,
- Eau embouteillée (aromatisée, pétillante, fortifiée)
- Si de l'eau potable est disponible dans la cuisine, l'eau embouteillée n'est pas nécessaire.

APPENDICE 2 DE L'ANNEXE « A »

PORTIONS NORMALISÉES PAR REPAS

La liste suivante donne un aperçu des exigences et des portions normalisées pour tous les repas fournis par l'entrepreneur :

DEJEUNER	
Fruits	2 x 80 g (crus)/personne
Bacon	150 g cuit
Œufs	2/personne
Saucisses	150 g cuites
Fromage	100 g
Yogourt	175 ml
Pain (blanc, brun, multigrain)	2 tranches/personne
Légumes de déjeuner (c-à-d, fèves, semoule, etc.)	90 g
Amidon de déjeuner (c-à-d, pommes de terre, etc.)	100 g
Céréales (granola, flocons de maïs, flocons de son)	250 g
Café	500 ml

DINER et SOUPER	
Soupe	250 ml
Biftecks et côtelettes (non désossés)	250 g (crus)
Morceaux de poulet (non désossés)	275 g (crus)
Steak (désossé)	225 g (crus)
Viande/volaille désossée	210 g cuits (180 g crus)
Poisson (steaks, filets)	210 g (crus)
Poisson (pané)	210 g (cuit)
Ragoûts	300 g (cuits) (250 ml à la louche)
Plats en cocotte	300 g (cuits) (250 ml à la louche)
Pâtes avec sauce (plat principal)	210 g de pâtes, 175 ml de sauce
Sandwich à trois étages	Chacun (90 g de viande au total)
Hamburger	1 (167 g cru)
Hot dog	80 g (2 de 40 g ou 1 de 80 g)
Pizza	1 pointe (1/6 d'une pizza de 40 cm de diamètre) 240 g
Tacos	2
Burritos	1 (210 g)
Sous-marin (21 cm de long)	1 (90 g de viande tranchée ou 110 g de garniture mixte)

Sandwich	1
Remplissage de Sandwich – salade	110 g
Remplissage de Sandwich – viande tranchée	90 g
Viande tranchée – pour assiette froid	90 g
Amidon – pommes de terre, riz, pâtes alimentaires	125 (cuit)(2 cuillérées de 125 ml, 2 pelletées à main n° 16)
Légumes	90 g (cuillère de 125 ml)
Articles de salade	Bol de 6 po ou assiette de 8 po
Fruits en conserve	175 ml
Fruits frais (individuels)	1
Raisins frais/baies/fruits tranches	125 ml ou 90 g
Pudding	125 ml
Gelée	125 ml
Crème glacée	125 ml
Yogourt aux fruits	175 ml
Gâteau	1 morceau (5 x 5 x 7 cm)
Tarte	1 morceau (1/8 d'une tarte de 22 cm de diamètre)
Carres	1 morceau (5 x 5 x 2,5 cm)
Biscuits (7,5 cm de diamètre)	2
Biscuits (12,5 cm de diamètre)	1
Beignets/petits pains sucrés	1
Pain	1 tranche
Petit pain	1

COLLATION TARDIVE	
Soupe – soit les trousses de soupe individuelle, ou tel que présente au souper	250 ml
Biscuits/croustilles	100 g
Jus de fruits	250 ml
Fruits	2 x 80 g (crus)/personne

BOISSONS	
Jus	250 ml
Lait (2%, 1%, écrème, au chocolat, non laitier)	250 ml
Boissons aux fruits	250 ml
Boissons gazeuses	250 ml
Boissons chaudes – divers types de thé, café (ordinaire et décaféine)	250 ml

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Remarque aux offrants : Tout le texte en italique sera supprimé dans l'offre à commandes subséquente.

Prix :

Remarque aux offrants : L'offrant doit indiquer dans son offre la devise de son prix. Si elle est laissée en blanc, la devise sera considérée comme étant le dollar canadien (CAD).

Tous les prix sont fermes, en devise _____, franco bord (FOB), droits de douane compris, taxes applicables en sus (à indiquer séparément sur les factures).

Périodes d'établissement des prix :

Année 1 et 2 : De l'émission de l'offre à commandes pour deux (2) ans plus tard

Année d'Option 1 : jour après la fin de la première période du contrat d'un (1) an plus tard

Année d'Option 2 : jour après la première période d'option d'un (1) an plus tard

Définition d'une journée :

Toutes les références au « jour » dans le barème de prix se rapportent à une durée de 24 heures.

Annulation :

Le MDN se réserve le droit d'annuler sans frais l'instruction quinze (15) jours civils ou plus avant la date prévue de l'instruction. En cas d'annulation quatorze (14) jours ou moins avant ces cours, les clauses de remboursement suivantes s'appliquent :

Les annulations entre sept (7) et quatorze (14) jours seront remboursées à 50 % de la valeur de la commande subséquente :

Les annulations de six (6) jours ou moins avant le début de l'instruction seront remboursées à 75 % de la valeur de la commande subséquente :

Les annulations au début ou après le début de l'instruction seront remboursées à 100 % de la valeur de la commande subséquente.

Utilisations estimatives :

Les données volumétriques comprises dans le barème de prix sont fournies seulement aux fins d'évaluation. Elles ne doivent pas être considérées comme une garantie contractuelle. L'inclusion de ces données dans ce barème de prix ne représente pas un engagement de la part du Canada que son utilisation future des services et points décrits dans la demande d'offre à commandes corresponde à ces données.

BARÈME DE PRIX A – W6599-191160 – Tâche 1 – Besoins de formation en conduite tactique et Tâche 2 – Besoins de formation de recyclage en conduite tactique							
Description		Utilisation annuelle estimative	Année 1	Année 2	Année d'option 1	Année d'option 2	
Ar-ticle	Référence						
1	(paragraphe 2.1.1 de l'annexe A) et (paragrophes 3.2.3.1 et 3.2.3.2 de l'annexe A)	Cours de formation en conduite tactique de 4 jours (par participant) Chaque participant doit être doté d'un (1) casque et d'un (1) ensemble de protection des yeux pour toute la durée du cours.	\$/participant	\$/participant	\$/participant	\$/participant	
2	(paragraphe 2.1.2 de l'annexe A) et (paragrophes 3.2.3.1 et 3.2.3.2 de l'annexe A)	Cours d'instruction de recyclage de 2 jours en conduite tactique (par participant) Chaque participant doit être doté d'un casque et d'un (1) ensemble de protection des yeux pour toute la durée du cours.	\$/participant	\$/participant	\$/participant	\$/participant	
Ar-ticle	Référence	Exigences en matière de conduite et de pistes	Année 1	Année 2	Année d'option 1	Année d'option 2	
3	(paragraphe 3.2.1 de l'annexe A)	Piste de conduite générale (par jour)	\$/jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour	

4	(paragraphe 3.2.2 de l'annexe A)	Piste double largeur de voiture (par jour)	10 jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour
5	(paragraphe 3.2.3 de l'annexe A)	Piste d'entraînement tactique (par jour)	10 jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour
6	(paragraphe 3.2.4 de l'annexe A)	Zone de conduite hors route (par jour)	10 jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour
Ar-ticle	Référence	Instructeurs de conduite	Utilisation annuelle estimative	Année 1	Année 2	Option Année 1 Option Année 2
7	(paragraphe 3.2.1 de l'annexe A)	Instructeurs de conduite (chacun par jour)	10 jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour
Ar-ticle	Référence	Véhicules	Utilisation annuelle estimative	Année 1	Année 2	Option Année 1 Option Année 2
8	(paragraphe 3.2.2.1 de l'annexe A) et (paragraphe 3.2.3.3 au paragraphe 3.2.3.6 de l'annexe A inclusivement)	Véhicules d'instruction principaux (chacun par jour) Chaque véhicule doit contenir ceci : 1 cric pour véhicule 1 sangle de traction 1 jeu d'outils de réparation d'urgence des pneus 1 treuil de remorquage	10 jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour
9	(paragraphe 3.2.2.2.2 de l'annexe A) et (paragraphe 3.2.3.3 au	Véhicules d'instruction secondaires (chacun par jour) Chaque véhicule doit contenir ceci : 1 cric pour véhicule	10 jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour

	paragraphe 3.2.3.6 de l'annexe A inclusivement)	1 sangle de traction 1 jeu d'outils de réparation d'urgence des pneus 1 treuil de remorquage					
10	(paragraphe 3.2.2.2.3 de l'annexe A) et (paragraphe 3.2.3.3 au paragraphe 3.2.3.6 de l'annexe A inclusivement)	Véhicule hors route (unité par jour) Chaque véhicule doit contenir ceci : 1 cric pour véhicule 1 sangle de traction 1 jeu d'outils de réparation d'urgence des pneus 1 treuil de remorquage	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour
11	(paragraphe 3.2.2.2.4 de l'annexe A) et (paragraphe 3.2.3.3 au paragraphe 3.2.3.6 de l'annexe A inclusivement)	Véhicules-cibles consommables (chacun par jour) Chaque véhicule doit contenir ceci : 1 cric pour véhicule 1 sangle de traction 1 jeu d'outils de réparation d'urgence des pneus 1 treuil de remorquage	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour
12	(paragraphe 3.2.2.2.5 de l'annexe A) et (paragraphe 3.2.3.3 au paragraphe 3.2.3.6 de l'annexe A inclusivement)	Véhicules d'impact (chacun par jour) Chaque véhicule doit contenir ceci : 1 cric pour véhicule 1 sangle de traction 1 jeu d'outils de réparation d'urgence des pneus 1 treuil de remorquage	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour	\$/chacun par jour

N° de l'invitation - Solicitation No.
W6599-191160/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W6599-19-1160

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-0-54007

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN535
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

BARÈME DE PRIX B – W6599-191160 – Tâche 3 – Besoins de formation en champs de tir dynamiques							
Description		Utilisation annuelle estimative	Année 1	Année 2	Option Année 1	Option Année 2	
Ar- ticle	Référence	Cours sur les champs de tir dynamiques requis					
13	(paragraphe 2.1.3 de l'annexe A)	Cours de formation de 5 jours aux champs de tir dynamiques (par participant)	\$/participant	\$/participant	\$/participant	\$/participant	
Ar- ticle	Référence	Personnel de soutien de l'offrant	Année 1	Année 2	Option Année 1	Option Année 2	
14	(paragraphe 3.3.3 de l'annexe A)	Officier de sécurité du champ de tir (chacun par quart de 8 heures)	\$/quart	\$/quart	\$/quart	\$/quart	
15	(paragraphe 3.3.4 de l'annexe A)	Acteurs (chacun par quart de 8 heures)	\$/quart	\$/quart	\$/quart	\$/quart	
16	(paragraphe 4.7 de l'annexe A)	Coordonnateur de programme	\$/quart	\$/quart	\$/quart	\$/quart	

Ar- ticle	Référence	Équipement de cibles (Location)	Utilisation annuelle estimative	Année 1	Année 2	Option Année 1	Option Année 2
17	(paragraphe 3.3.2.3a de l'annexe A)	Système de cibles électroniques mobiles (unité par jour)	6 jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour
18	(paragraphe 3.3.2.3b de l'annexe A)	Cibles d'infanterie fixes (SIT) (unité par jour)	6 jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour
19	(paragraphe 3.3.2.3c de l'annexe A)	Portique en acier de TYPE I (unité par jour)	4 jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour
20	(paragraphe 3.3.2.3d de l'annexe A)	Acier TYPE II – Stand en H (unité par jour)	4 jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour
21	(paragraphe 3.3.2.3e de l'annexe A)	Stand d'acier en X de TYPE III (unité par jour)	4 jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour
22	(paragraphe 3.3.2.3f de l'annexe A)	Grosse cibles de métal de type « gong » (unité par jour)	4 jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour
Ar- ticle	Référence	Équipement de cibles (Consommable)	Utilisation annuelle estimative	Année 1	Année 2	Option Année 1	Option Année 2
23	(paragraphe 3.3.2.3g de l'annexe A)	Panneaux de cibles en bois – consommables (unité)	30 unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité
24	(paragraphe 3.3.2.3h de l'annexe A)	Cibles tridimensionnelles (3D) en forme de torse humain – consommables (unité)	30 unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité

25	(paragraphe 3.3.2.3i de l'annexe A)	Répliques d'armes – consommables (unité)	10 unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité
26	(paragraphe 3.3.2.3j de l'annexe A)	Cibles d'entraînement en acier de type arbre – consommables (unité)	4 unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité
27	(paragraphe 3.3.2.3k de l'annexe A)	Véhicules-cibles destructibles – consommables (unité)	10 unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité
28	(paragraphe 3.3.2.3l de l'annexe A)	Cibles de répliques de véhicules en contreplaqué – consommables (chacun)	10 unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité
29	(paragraphe 3.3.2.3m de l'annexe A)	Murs pour l'ouverture de brèche – consommables (chacun)	10 unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité
30	(paragraphe 3.3.2.3n de l'annexe A)	Bâtiment de village pour l'ouverture de brèche – consommable (chacun)	10 unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité
31	(paragraphe 3.3.2.4 de l'annexe A)	Ensembles pyrotechniques – consommables (unité)	30 unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité	\$/unité
Ar-ticle	Référence	Location d'équipement et de services d'instruction divers	Utilisation annuelle estimative	Année 1	Année 2	Option Année 1	Option Année 2
32	(paragraphe 4.12.1.1 de l'annexe A)	Cric losange (chacun par jour)	12 jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour
33	(paragraphe 4.12.1.2 de l'annexe A)	Chariot élévateur (unité par jour)	12 jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour

34	(paragraphe 4.12.1.3 de l'annexe A)	Radios portables UHF/VHF (unité par jour)	12 jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour
35	(paragraphe 4.12.1.4 de l'annexe A)	Toilettes portatives (chacune par jour)	8 jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour	\$/unité par jour
Article	Référence	Logement	Utilisation annuelle estimative	Année 1	Année 2	Option Année 1	Option Année 2
36	(paragraphe 3.4.1.a de l'annexe A)	Logement (par lit/ par jour)	22 jour	\$/lit par jour	\$/lit par jour	\$/lit par jour	\$/lit par jour
Article	Référence	Locations d'installation	Utilisation annuelle estimative	Année 1	Année 2	Option Année 1	Option Année 2
37	(paragraphe 3.4.1.b de l'annexe A)	Salle de briefing (par jour)	14 jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour
38	(paragraphe 3.1.1 de l'annexe A)	Salle de classe	14 jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour
39	(paragraphe 3.1.2 de l'annexe A)	Bureau	14 jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour
40	(paragraphe 3.1.3 de l'annexe A)	Salle d'entreposage intérieure – Équipement personnel (par jour)	14 jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour
41	(paragraphe 3.1.4 de l'annexe A)	Chambre forte pour le stockage des armes (par jour)	14 jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour

42	(paragraphe 3.1.5 de l'annexe A)	Dépôt de munitions (par jour)	14 jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour	\$/jour
Article	Référence	Repas	Utilisation annuelle estimative	Année 1	Année 2	Option Année 1	Option Année 2
43	(paragraphe 3.4.2 de l'annexe A)	Services de repas (par personne/par jour)	14 jour	\$/personne par jour	\$/personne par jour	\$/personne par jour	\$/personne par jour

ANNEXE « D » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;

ANNEXE « E »

ENTENTE DE NON-DIVULGATION

Je soussigné(e), _____, reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____, je peux avoir le droit d'accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série W6599-191160/001/KIN, entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et _____, y compris des renseignements confidentiels ou des renseignements protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux qui sont conçus générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de cette entente, les renseignements comprennent, sans s'y limiter, tous les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres, reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat.

J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale, émise par le Canada, pour prévenir la divulgation ou l'accès à ces renseignements en contravention de cette entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et ces renseignements demeurent la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de cette entente survivra à la fin du contrat portant le numéro de série :W6599-191160/001/KIN .

Signature

Date